

GAUCHEBDO

SUCESSEUR DE LA «VOIX OUVRIÈRE» FONDÉE EN 1944 • WWW.GAUCHEBDO.CH

N° 44 • 30 OCTOBRE 2020 • CHF 3.-

Arrêter la grande machine de l'agrobusiness. Interview du médecin Staf Hendericx page 5



Le Nicaragua de Daniel Ortega sous les feux de la critique. Quel part d'info ou d'intox? page 6



Le personnel de santé se mobilise massivement en Suisse page 3

Un scrutin contrasté pour la gauche

NEUCHÂTEL • Le canton enregistre une progression des Verts et Vert libéraux, alors que le POP perd des sièges dans les législatifs des villes, tout en maintenant ses sortants dans les exécutifs.

Initialement prévues en juin, elles ont été repoussées en octobre avec une fin de campagne fortement impactée par la Covid. Une aventure pour le POP qui aura duré plus d'une année. En effet, les travaux préparatoires sur le programme de la formation ont débuté en avril 2019. Un travail de fond important et fort utile pour les années à venir.

Une campagne humainement et émotionnellement riche. Et au dénouement interminable avec des résultats arrivant après 18h le lundi. Du jamais vu! Des élections survenant à un moment crucial de l'histoire de l'humanité où des décisions non moins cruciales doivent être prises, mais marquées par une faible participation (autour des 30%). Voici un scrutin à analyser en détail. Pour chercher à en tirer des enseignements.

Nouvelle vague verte

Commençons par un constat désormais incontournable et réjouissant. Les enjeux écologiques sont plus que jamais au cœur des préoccupations des votantes et des votants. La progression des Verts et des Verts libéraux dans la plupart des communes du canton ne s'explique pas autrement. Les Verts n'ont que peu fait campagne. Ils n'avaient pas de véritable programme car, selon leur président cantonal, «tout le monde le connaît». Et ont donc pu surfer sur cette vague. Premier constat donc, la poussée verte, bien servie par les médias locaux, est toujours présente avec 39 sièges supplémentaires (+34 pour les Verts) sur le canton. Contrairement aux élections fédérales, le POP n'a cette fois-ci pas pu en bénéficier (-4, désormais à 23 sièges). Ceci malgré son programme très vert et de nombreuses mesures environnementales proposées durant la législature comme l'instauration «d'un plan climat ambitieux» à La Chaux-de-Fonds.

Vers un remplacement du PS et du PLR?

Second constat, cette évolution se fait au détriment des partis traditionnels. Avec des revers importants pour le Parti socialiste et dans une moindre mesure du PLR. A Neuchâtel, le PS perd un siège à l'exécutif (Anne-Françoise Loup) au profit des Verts libéraux (Mauro Moruzzi), faisant passer l'exécutif à droite. C'est une première depuis 28 ans (2 PLR, 1 VL, 1 PS, 1 Verts), malgré des suffrages supérieurs de la gauche (54,8%), ce qui s'explique par l'abandon du système des apparentements.

A La Chaux-de-Fonds, la sortante socialiste Katia Babey perd son siège au profit du retraité Vert Patrick Herrmann. Dans les deux villes, le PS cède trois sièges au législatif marquant un véritable recul. C'est également la fin d'une prédominance, trop souvent sans partage, de plus d'un siècle à La Chaux-de-Fonds, où le parti à la rose recule au troisième rang derrière les Verts et le PLR. Un regret toutefois, la vague verte n'est guère féministe. Ainsi les deux élues socialistes à l'exécutif sont remplacées par deux hommes avec comme conséquence dommageable un Conseil communal entièrement masculin à La Chaux-de-Fonds.

Le PLR est également en recul dans plusieurs de ses bastions, même s'il parvient à limiter la casse, et devient même le premier parti de la commune du Locle. Les signaux montrant un passage de flambeau du PS aux Verts et de manière moins mar-



Un paysage en clair-obscur avec une vague verte qui n'est pas nécessairement synonyme de renforcement de la gauche.

POP Neuchâtel

quée, du moins pour le moment, du PLR aux Verts libéraux semblent se confirmer. Il faudra toutefois encore attendre avant de se lancer dans des interprétations plus vastes. Parmi les électeurs, une volonté de changement est à l'œuvre même si le PS paye probablement la politique antisociale menée par le Conseil d'Etat.

L'UDC poursuit sa descente aux enfers, désormais constante, mais parvient tout de même à maintenir à la raclette son siège à l'exécutif chauxois grâce à ses 11,53% des suffrages.

Résistance popiste

Dans cette configuration, le POP résiste plutôt bien malgré une absence quasi totale de couverture médiatique. Le Parti maintient son siège au législatif de Neuchâtel et Thomas Perret manque à 16 voix près son entrée à l'exécutif de la nouvelle commune fusionnée. Rageant, surtout en sachant qu'Arcinfo a refusé que le POP participe à leur débat sur le Littoral.

A La Grande Béroche, le POP a déposé une liste qu'il s'agira de développer. Au Val-de-Travers, la section a réussi à obtenir un siège de plus grâce au sérieux de son travail, passant à trois élu.e.s. dont Amanda Ioset. Au Locle, le POP maintient ses deux élus à l'exécutif avec Denis de la Reussille et Cédric Dupraz mais perd quatre sièges au législatif au profit du PLR, en partie en raison d'un vote plus à droite aux Brenets (Gloire aux fusions!). Enfin à La Chaux-de-Fonds, Théo Bregnard conserve son mandat à l'exécutif, mais le groupe en perd un au législatif passant à sept alors que la section souhaitait renforcer ses positions. Recul frustrant étant donné l'implication des élu.e.s popistes durant cette dernière législature où ils ont été une véritable force de proposition et un moteur dans de nombreux

dossiers. Promesses d'avenir, de jeunes militantes et militants ont été élu.e.s, ce qui garantit le renouvellement du groupe au Conseil général. En tant que premier parti dans la Métropole horlogère, les Verts ont désormais une grande responsabilité et devront faire mieux que lors de leurs deux dernières législatures.

Participation et informatique en berne

Finalement, évoquons le taux de participation se situant autour des 30% dans le canton. Une fois de plus, les élections communales ne passionnent qu'un petit tiers de la population, ce qui a de quoi inquiéter. Si certains éléments permettent de mieux comprendre ce désamour, à commencer par la Covid-19 et le calendrier de élections entre deux votations fédérales importantes, il ne faut cependant pas occulter plusieurs facteurs explicatifs. Soit le renforcement de l'individualisme, le désintérêt pour la *Res publica* (chose publique) et l'éloignement entre les autorités et la population. Dans ce contexte, les problèmes informatiques n'aident pas à restaurer un lien de confiance. Ils démontrent, s'il le fallait encore, que l'informatisation des procédures de vote n'est pas souhaitable car source de doute insoluble. C'est donc un paysage en clair-obscur qui se dresse devant nous avec une vague verte qui n'est pas forcément synonyme de renforcement de la gauche, ni de la représentation féminine. Mais aussi un POP sur la défensive. Il est néanmoins promis à un bel avenir. Ceci grâce à la force de ses convictions, l'importance de ses positions pour avoir une chance de conjuguer l'humain et l'anthropocène, une base électorale fidèle et un important renouveau militant. ■

Julien Gressot



IL FAUT LE DIRE...

Pierre Maudet définitivement sur la touche?

Rien n'irait plus dans le mini-département de Pierre Maudet à Genève. Fin 2019, un audit externe a été lancé par le Département des finances pour analyser la hausse du taux d'absentéisme, qui frappe les 22 (!) collaborateurs de son Département du développement économique (DDE). Ce taux dépasserait aujourd'hui les 13 %, au-delà des 7% admis. Selon la RTS, le directeur général de la Direction générale du développement économique, de la recherche et de l'innovation, ainsi que le secrétaire général du DDE, qui chapeaute la Direction générale, ne seraient plus en place. L'un serait au arrêt-maladie. L'autre aurait rejoint en catimini le Département de la sécurité, de l'emploi et de la santé de Mauro Poggia.

A ceux qui voient dans cet épisode une nouvelle cabale contre l'ancien prodige PLR du gouvernement, il faut rappeler qu'en tant qu'employeur, il était dans l'obligation du Conseil d'Etat, d'ouvrir une enquête et d'agir pour préserver la santé de ses employé.e.s selon la Loi sur le Travail. Celle-ci devait être menée face à la souffrance psychique des collaborateur.trice.s.

Il était tout aussi inévitable, vu la taille du Département en question, que celui-ci soit confié à un autre membre du gouvernement. Dans une grande administration, les chefs de service auraient été mis sur la touche le temps de l'enquête. Dans un département lilliputien comme celui de Pierre Maudet, il est en première ligne. En attendant la fin de l'enquête, soit deux à trois semaines, l'intéressé ne devra plus avoir de contact avec les collaboratrices et les collaborateurs du service. L'édile a annoncé qu'il s'exprimerait dans les jours qui viennent.

Sous le coup d'une procédure pénale, après avoir délibérément menti, tant au Conseil d'Etat qu'au Grand Conseil sur son voyage à Abu Dhabi (alors qu'il a prêté serment), des soupçons pèsent donc aujourd'hui sur la gestion du personnel au sein du DDE. Le rapport d'audit faisant état de problèmes à la fois organisationnels, managériaux et relationnels. Si, par hypothèse, Pierre Maudet ne devait finalement pas être le responsable de ce mauvais climat de travail, qu'a-t-il fait depuis 2019 pour y remédier? Rien. Face à un tel marasme, d'autres auraient déjà démissionné.

Joël Depommier

Incertitude sanitaire et législature combative

NEUCHÂTEL • Le POP maintient ses sièges aux exécutifs du Locle et de La Chaux-de-Fonds. Cédric Dupraz et Théo Bregnard livrent leurs impressions d'après scrutin.

Tout comme Denis de la Reussille, conseiller communal du Locle depuis 1996, le popiste Cédric Dupraz a été réélu pour un quatrième mandat à son poste au Conseil communal. La liste était partie seule, du fait que l'appareillement entre partis était inenvisageable. «Notre résultat nous satisfait, sachant que nous avons fait l'objet d'attaques aussi bien du PLR, qui a mis des moyens conséquents dans la campagne, mais aussi en provenance du PS, qui voulait récupérer son siège à l'exécutif perdu en 2012. Ce qu'il n'est finalement pas parvenu à faire», explique le nouveau réélu.

Pour le Conseil général, le POP obtient 28,15% des voix, mais passe de 16 sièges à 12 sur 41, avec une délégation rajeunie. «Cela s'explique par la faible mobilisation, passant d'un taux de participation de 38% en 2016 à 31% cette année, et la fusion avec le village des Brenets, qui traditionnellement vote à droite», souligne Cédric Dupraz. La gauche garde pourtant sa majorité à la Ville. Les Verts emportent 6 sièges tout comme le PS, le PLR devenant la première formation du Locle.

Il était une panne

Revenant sur la panne informatique cantonale, qui a paralysé le dépouillement des bulletins de vote, faisant beaucoup de bruit dans le landerneau, le conseiller communal se félicite que le système informatique reste en mains de la Ville, «malgré les velléités de la droite de le transférer au Canton». Pendant deux jours, les bulletins de vote du Locle en attente de dépouillement ont été conservés en sécurité par le service du domaine public.

La nouvelle législature commence de façon incertaine, plombée par une situation sanitaire tendue sur le front du Covid-19 et les menaces minant l'emploi dans l'horlogerie. «La situation des Montagnes neuchâteloises est difficile tant au niveau économique, social que démographique, avec une baisse du nombre des habitant.e.s», rap-



Cédric Dupraz et Théo Bregnard sont bien réélus au Conseil communal dans leurs communes respectives.

pelle C. Dupraz. «Il nous faudrait un *plan Wahlen** du Canton pour sortir de cette situation. Ceci en renforçant les services publics (hôpitaux, centres de formation) et les services étatiques, qui sont centralisés à Neuchâtel», avance-t-il encore.

Le Lode, cité la plus à gauche du pays

Quels seront les enjeux des quatre ans à venir? «L'un des principaux concerne la construction de la route de contournement du Locle, qui devrait voir le jour en 2029-30. A plus long terme, autour de 2035, la réalisation d'une liaison ferroviaire plus rapide entre le Bas et le Haut du Canton. Nous voulons aussi continuer à investir dans le centre-ville, en créant des zones piétonnières pour favoriser le vivre-ensemble et la convivialité, renforcer les transports publics. Pour ce faire, nous bénéficierons de plusieurs millions de la part de la Confédération dans le cadre de FORTA (Fonds pour les routes nationales et le trafic d'agglomération) et du projet d'agglomérations. Nous voulons maintenir les prestations sociales comme les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI. Sans oublier de développer le tourisme, en valorisant notre patrimoine urbain», précise Cédric Dupraz.



POP Neuchâtel

-Ne-NeEn matière écologique, l'objectif est notamment de végétaliser la zone urbaine et de redonner de la vie au Doubs, rivière transfrontalière à l'agonie. «Du fait de la fusion avec les Brenets, le Locle possède dorénavant une frontière avec ce cours d'eau. Nous voulons valoriser son parc naturel dans le cadre de l'agglomération du Doubs (comprenant Le Locle, La Chaux-de-Fonds en Suisse et Villers-le-Lac et Morteau côté français)», conclut-il, tout en ne cachant pas sa fierté que «Le Locle reste la ville la plus à gauche de Suisse».

Le POP en ses Montagnes

A la Chaux-de-Fonds, le nouvel élu écologiste Patrick Herrmann arrive en tête pour le Conseil communal, prenant le siège de la socialiste Katia Babey. Il est suivi par Théo Huguenin-Elie (PS) et le popiste Théo Bregnard. Viennent ensuite les candidats PLR et UDC. «Ma réélection montre que le POP est bien ancré dans les Montagnes de par sa proximité avec la population, à travers sa permanence sociale notamment. Mais l'on voit aussi que le canton est en crise et que les gens ont besoin de changements. D'où l'élection de Patrick Herrmann. Dans le même ordre d'idées,

il y a probablement une lassitude du pouvoir de la part des électeur.trice.s en ce qui concerne le PS, qui perd un siège. Enfin, globalement la gauche et les Verts sortent renforcés du scrutin», analyse Théo Bregnard.

Quels seront les défis pour demain? «Après la crise financière de 2015, la Ville a fortement réduit ses dépenses. Dans un nouveau contexte de crise sanitaire et économique liée au Covid-19, il s'agit à la fois de relancer la Ville et de trouver de nouvelles recettes. Nous voulons obtenir une part plus juste des subventions fédérales pour les communes d'altitude dans le cadre de la péréquation. Une initiative populaire sur le sujet a d'ailleurs abouti cet été.»

Au niveau cantonal, un impôt de solidarité sur les grandes fortunes comme une initiative du POP l'a proposé il y a trois ans déjà, nous paraît indispensable», assure-t-il. Rappelons que cette initiative populaire législative «pour une fiscalité plus équitable» prévoit une hausse modérée de l'impôt sur les fortunes imposables supérieures à 500'000 francs. Ce qui équivaut à 140 frs par an pour une fortune de 600'000 frs, ou à 700 frs annuellement pour un million.

Une attractivité à renforcer

Dans une commune qui perd des habitant.e.s, il importe de renforcer «l'attractivité» de la Ville. «La Chaux-de-Fonds a des atouts tant culturels que sportifs. Pour l'année 2025, nous souhaiterions nous positionner comme capitale culturelle suisse, en suivant le modèle existant en Europe (qui depuis trente ans et chaque année décerne ce titre à des villes au riche patrimoine). Enfin, il est indispensable de créer, par exemple, une vraie zone piétonne, ce qui nous manque encore pour accroître la qualité de vie dans le cadre d'une transition écologique», conclut Théo Bregnard. ■

Joël Depommier

* Programme mis en place en 1940 par la Confédération pour pallier la pénurie de ressources et de matières premières vitales.

Grounding social sur le tarmac

GENÈVE • Le syndicat SSP Aéroport a dénoncé cette semaine les licenciements chez Gate Gourmet et un «plan social alibi».

Le secteur aérien est frappé de plein fouet par la crise du Covid-19. L'aéroport de Cointrin, qui a vu une remontée du trafic pendant l'été, affiche une baisse de 75% au nombre de passagers de septembre par rapport à la même période l'année passée. La direction de l'infrastructure estime qu'il réalisera une perte d'au minimum 100 millions de francs en 2020. Dès mi-mars, le chômage partiel a été introduit. Les embauches ont été gelées et les remplacements suite à des départs naturels strictement limités. Les contrats à durée déterminée n'ont pas été renouvelés et les retraites anticipées ont été encouragées.

Restructurations au menu

Au total, le budget 2021 comptera ainsi 56 postes de moins. Toutes ces mesures aboutissent à une réduction de 10% de la masse salariale en 2021, soit 14 millions de francs. Des économies de 44 millions sur les dépenses de fonctionnement pour les budgets 2020 et 2021 ont aussi été prévues. Ce contexte impacte aussi les prestataires de services du secteur aérien.

En juillet, Gate Gourmet, filiale de restauration à bord des avions de Gate-group, qui appartient à parts égales au fonds d'investissement singapourien Temasek et au fonds malaisien RRJ Capital. Employant environ 2000 personnes en Suisse, Gate Gourmet avait annoncé qu'il pourrait supprimer au moins 300 postes, principalement à l'aéroport de Zurich.

A Genève, ce sont 1/3 des 198 employé.e.s, qui ont reçu une lettre de licenciement. Cette semaine, le syndicat SSP Aéroport organisait une conférence de presse dénonçant les pratiques de l'entreprise, qui a bénéficié des réductions d'horaires de travail (RHT), payées par le chômage. «La loi oblige à aussi payer les salaires à 100% pendant la période de licenciement, ce qui n'est pas le cas ici. De plus, le plan social prévu est un alibi. Il indique qu'il ne peut être appliqué qu'aux salarié.e.s, qui ont travaillé pendant 20 ans dans l'entreprise et ont 40 ans. Pour ceux et celles, qui ont entre 15 et 19 ans de travail, l'âge de référence est de 50 ans. A notre connaissance, les personnes licenciées n'entrent pas dans le cadre de ce plan social. Nos propositions alternatives ont été refusées par Gate Gourmet», a souligné Jamshid Pouranpir, secrétaire syndical.

Casse sociale

Pour asserter cette négation des droits sociaux, deux anciens employé.e.s de l'entreprise ont tenu à témoigner. Agée de 32 ans, avec 10 ans d'ancienneté, Vanessa*



a ainsi expliqué qu'elle avait été licenciée pendant la période des RHT et qu'elle n'avait perçu que 80% de son salaire pendant la période de préavis de chômage. «Je n'ai pas de CFC. Ce qui fait qu'il sera très dur de retrouver du travail», a-t-elle aussi confié. Même topo pour Antonio*. Il a travaillé 4 ans dans la firme, devenant chef d'équipe. L'employé a reçu une lettre de licenciement le 21 août. «On nous dit finalement démerde-toi. Avec deux enfants à charge, il est très difficile de vivre avec 80% de son salaire, et il sera ardu de retrouver du travail», explique-t-il.

Jamshid Pouranpir craint une véritable casse sociale à l'aéroport. «Les RHT sont prolongées de trois mois en trois mois jusqu'en septembre 2021, mais il est clair que d'ici là l'activité dans le domaine aérien ne va pas reprendre», a-t-il affirmé au micro de Radio Lac. Le syndicat demande la création d'une task force avec les directions des entreprises, Genève Aéroport et les syndicats pour remédier à cette situation. ■

*Prénoms d'emprunt

JDr

Les élus jurassiens de CS-POP

Suite à un oubli de notre correspondant, nous n'avons pas indiqué les noms des élus de CS-POP au Parlement dans notre précédente édition. Les deux députés sont Rémy Meury, 1833 suffrages et Christophe Schaffter, 1276. Tania Schindelholz (1020) est élue députée suppléante. ■

Réd.

IMPRESSUM

Société d'édition de Gauchebdo
25, rue du Vieux-Billard, 1205 Genève
Amanda Isset, présidente

Rédaction
redaction@gauchebdo.ch
022 320 63 35
Joël Depommier, rédacteur en chef,
Jorge Simao, rédacteur,
Bertrand Tappolet, correcteur et rédacteur,
Stéphane Montavon, dessinateur

Administration
Jordan Willem, administration@gauchebdo.ch

Abonnements
abo@gauchebdo.ch
www.gauchebdo.ch/abo
CCP 12-9325-6

Publicité
tarifs et informations sur
www.gauchebdo.ch/tarifs-publicitaires

Maquette
Solidaridad Graphisme, 1204 Genève

Impression
Pressor, 6, route de Courroux, 2800 Delémont

Parution
Gauchebdo paraît 40 fois par année

Applaudir les soignant.e.s ne suffit pas

GENÈVE • Alors que la situation sanitaire s'aggrave, les personnels de la santé descendent dans la rue. Pour demander une véritable reconnaissance concrète.

Celles et ceux qui s'occupent de la population face à la pandémie, qui soignent nos malades, s'occupent de nous et de nos anciens.ne.s en Etablissements médico-sociaux (EMS) ou à domicile, accompagnent les grossesses et mettent au monde nos enfants, ont pris la rue. Lundi débutait une semaine d'actions et de mobilisation nationale du personnel de santé.

Ceci à l'initiative du Syndicat des services publics (SSP). Pour revendiquer de meilleures conditions de travail et une reconnaissance pour les efforts accomplis par celles et ceux applaudis depuis nos fenêtres pendant le confinement. Lundi, un premier rassemblement a ouvert la contestation devant l'Hôpital Pourtalès à Neuchâtel. Mardi, c'était au tour des travailleuses de la santé de la cité du bout du lac.

Héroïnes et héros méprisés

Réunis à une trentaine au pied des Hôpitaux universitaires Genevois (HUG), ces dernière.s ont crié leur désarroi. «Le personnel hospitalier, comme celui des EMS et de l'IMAD (Institution genevoise de maintien à domicile) est fatigué, épuisé par une crise sanitaire, dont les autorités politiques n'ont pas tiré de leçons», s'exclame Martin Malinowski, secrétaire de terrain au SSP. «La première vague du Covid a été très éprouvante pour le personnel de la santé. Il y a eu la peur d'affronter un virus inconnu et de le transmettre à ses proches, les horaires à rallonge, les changements de plannings de dernière minute, les semaines de travail interminables, le manque d'équipement de protection en suffisance et l'obligation de venir travailler pour les personnes vulnérables. En plus, le personnel hospitalier a été privé des protections de la Loi sur le travail», développe-t-il.

«Nous sommes utilisées comme des vaches à lait», poursuit Christina Wais, assistante en soins et santé communautaires (ASSC). Elle souligne que depuis une ordonnance de 2017,



sa profession s'est vue attribuer de nouvelles compétences non reconnues en termes de rémunération. «Une ASSC est en classe 10. Cela pour divers soins, dont des médicaux-techniques. Désormais en unité Covid, elle touche environ 4000 francs pour un 80%. Aujourd'hui, on demande une véritable reconnaissance de nos compétences. Pas des baisses de salaire», affirme-t-elle en référence aux mesures envisagées par le Conseil d'État concernant la fonction publique (GH, 23.20.20).

A flux tendu

À côté d'elle, deux étudiants de la Haute école de santé de Genève (HEdS), Florian et Julien, sont venus défendre leur futur métier d'infirmier.

«Ce n'est pas qu'une question de salaire. Mais d'organisation du travail, en ce qui concerne les repas, par exemple. Selon le service où vous travaillez, le temps de manger au restaurant du personnel n'existe pas. Il y a trop de monde, le temps de faire la queue, votre pause est finie», explique-t-il.

«C'est aussi une question de qualité d'encadrement par nos infirmières référentes. A leur rôle de formatrice, s'ajoute bien souvent une fonction de gestionnaire d'équipe. Elles sont surchargées, ce qui se ressent, malgré elles, sur notre encadrement», ajoute Florian. Avant d'expliquer que «les décideurs font peser sur nos professions des restrictions alors que le besoin de soins augmente. On est pris dans une logique productiviste qui va à l'encontre de la dimen-

sion humaine. On nous enseigne que les soins impliquent des savoirs-faire, mais aussi un savoir-être, de l'écoute. Or dans les conditions actuelles, impossible de prendre du temps avec un patient». Ensemble ils concluent, «nous avons la reconnaissance des patients et de la population, on attend maintenant celle des autorités politiques».

Contre le harcèlement psychologique

Pour pallier ces déficits de reconnaissance, le SSP et le Syndicat interprofessionnel des travailleuses (SIT) revendiquent une revalorisation immédiate et substantielle des salaires pour les métiers des soins et de l'entretien. Mesure à laquelle devra s'ajouter une prime Covid pour l'ensemble du personnel. Afin de faire face à la situation sanitaire, ils demandent davantage de postes en contrat à durée indéterminée dans toutes les unités de soins des HUG, les EMS et à l'IMAD ainsi que l'engagement de tous les intérimaires pour compléter la dotation de base des HUG.

Concernant leurs conditions de travail, les personnels de santé et leur syndicat réclament des critères équitables d'évaluation professionnelle, un management bienveillant et une prévention assortie d'une lutte contre le harcèlement psychologique. Enfin, ils affirment leur refus «du travail à la tâche qui tend à mettre le patient.e.s sur une ligne de production».

En attendant que samedi en début d'après-midi, une action nationale sur la place fédérale ne ponctue cette semaine d'actions pour la défense du service public de la santé, une journée de grève et de manifestation de l'ensemble des métiers du public et du secteur subventionné se tenait le 29 octobre Genève contre les mesures envisagées par le Conseil d'État genevois. Pourvu que les acclamations d'hier descendent de leurs fenêtres pour prendre la rue, car désormais elles ne suffisent plus. ■

Jorge Simao

Santé: première ou deuxième classe?

SUISSE • A bord du train de la vie, la santé n'a pas de prix. Parmi les voyageurs, les inégalités se creusent d'après certains critères.

Selon *L'Enquête suisse sur la santé* (2017) de l'Office fédéral de la statistique (OFS) publiée le 30 octobre 2018, «les inégalités en santé persistent en Suisse, malgré un système de soins dont la qualité est reconnue et auquel l'assurance maladie obligatoire garantit, en principe, un accès universel». Ainsi, si en Suisse, 8 personnes sur 10 ayant une formation secondaire se déclarent être en très bonne santé, et même 9 sur 10 chez les diplômés du

tertiaire, seul deux tiers (66%) des personnes sans formation post-obligatoire peuvent en dire autant.

Cette différence se retrouve en matière d'hypertension dont les complications peuvent être graves et même mortelles (AVC, infarctus, insuffisance cardiaque). «Les personnes ayant achevé uniquement la scolarité obligatoire souffrent plus souvent d'hypertension que les personnes avec une formation de degré

secondaire ou tertiaire (31% contre respectivement 22 et 14%)», nous apprend l'OFS. On la retrouve également en matière d'asthme (6% contre respectivement 4,8 et 4,5%), de problèmes de cœur au cours des quatre dernières semaines (3,5% contre respectivement 2 et 1%), ou encore de maux de dos et des reins (14,9% contre respectivement 9 et 5%).

Dans le cas de l'arthrose et de l'arthrite, à l'inégalité de classe, ou de

position sociale, s'en ajoute une de genre. En effet, si 15,6% des hommes non diplômés du post-obligatoire en ont souffert au cours de la dernière année, contre 13% (secondaire) et 9,6% (tertiaire), ce pourcentage monte à 33,5% chez les femmes, contre 22,2% (secondaire) et 12% (tertiaire).

Enfin, l'OFS rappelle que l'espérance de vie est très différente selon le niveau de formation. «Au début des années 2010, les personnes de 65 ans avec un

niveau de formation tertiaire avaient en moyenne encore 21,0 ans d'espérance de vie devant eux. Cette moyenne n'était que de 19,7 ans pour celles qui ont une formation du secondaire et de 18,9 ans pour celles qui n'ont pas de formation post-obligatoire.»

Non seulement on ne voyage pas dans les mêmes conditions, mais de plus les personnes en première classe peuvent aller plus loin. ■

Jorge Simao

Nouvelle usine à gaz pour le gouvernement helvétique

SUISSE • Le Conseil fédéral veut un contre-projet à l'initiative du PS «Maximum 10% du revenu pour les primes d'assurance-maladie» et mettre à contribution les cantons. Un projet moyennement convaincant.

Déposée en janvier 2020, l'initiative dite d'allègement des primes demande que les primes d'assurance-maladie obligatoire ne dépassent pas le 10% du revenu disponible. Pour y parvenir, la réduction des primes (RP) serait financée pour au moins deux tiers par la Confédération et le reste par les cantons. La semaine dernière, le Conseil fédéral a décidé de mettre en consultation un contre projet indirect au texte, expliquant que «l'initiative se concentre uniquement sur le financement des subsides et ne prend pas en compte la maîtrise des coûts de la santé». Il rappelle aussi qu'en 2010, les cantons contribuaient encore pour 50% aux réductions de

primes. En 2019, ce taux ne s'élevait plus qu'à 43% alors que dans le même intervalle la prime moyenne de l'assurance-maladie avait augmenté de 3,2% par an en moyenne. En conséquence, le gouvernement voudrait que les Cantons mettent la main à la poche.

Le contre-projet du Conseil fédéral - qui a tout d'une nouvelle usine à gaz - prévoit que chaque canton verse une contribution minimale liée au pourcentage des coûts bruts cantonaux. Ceux-ci seraient calculés en additionnant les primes d'assurance-maladie payées par les assurés du canton et la participation aux coûts payée par les assurés. Si les primes réglées par les

assuré.e.s d'un canton représentent en moyenne 10% de leur revenu disponible, le pourcentage minimal à assumer par les cantons s'élèverait à 4%. La contribution fédérale resterait en revanche inchangée, à 7,5% des coûts bruts. Selon les calculs de l'Office fédéral de la santé public (OFSP), les cantons de Berne et de Bâle-Campagne notamment, dont la charge de primes était supérieure à la moyenne (18%), auraient dû payer en 2019 plus du double de ce qu'ils ont versé. En revanche, les cantons de Neuchâtel et du Jura, dont la charge de primes était également supérieure à la moyenne (19%), n'auraient pas eu de coûts supplémentaires à

supporter, car ils ont déjà accordé des réductions de primes de plus de 7,5% des coûts bruts. Le contre-projet est loin de satisfaire le PS, qui l'a fait savoir par communiqué. Considérant que le projet n'est pas «assez ambitieux», il voudrait que le droit à la réduction des primes (RIP) s'applique de la même manière dans tous les cantons. «Les assuré.e.s ayant des petits et moyens revenus sont déjà les plus touché.e.s par la crise. Ils.elles ont besoin de solutions concrètes maintenant, car le seuil de tolérance est atteint depuis longtemps», s'insurge Marina Carobbio, conseillère aux Etats tessinoise. ■

Réd.

Quand l'économie nourrit la pandémie

SUISSE • Les tergiversations actuelles du gouvernement pourraient s'expliquer par le poids des revendications du patronat pour éviter tout confinement.

Un sondage en ligne de l'institut Gfs.bern entre le 22 et le 27 avril accordait une confortable cote de confiance aux autorités (Conseil fédéral, Office fédéral de la santé publique, gouvernements cantonaux – on a évidemment oublié les communes...) et aux scientifiques dans la lutte contre le virus, et même dans le processus de sortie de confinement: 80% des sondés faisaient confiance aux scientifiques, 78% au Conseil fédéral, et à l'Office fédéral de la santé publique, 74% au gouvernement de leur canton (mais quelque chose nous dit qu'il doit y avoir de fortes variations cantonales: 78% des Genevois faisant confiance au Conseil d'Etat genevois, ça tiendrait du miracle...).

Danse macabre

Que reste-t-il de cette belle confiance après les navrantes prestations de nos sept supposés sages, la semaine dernière lors d'une conférence de presse gouvernementale où on nous a parlé pour ne rien dire, sinon qu'on nous dira peut-être quelque chose une semaine plus tard... On note que les cantons, chacun pour lui-même en Allemagne, ensemble en Romandie, prennent les décisions que la Confédération n'ose pas prendre, incapable qu'elle semble être de choisir entre défendre la population et défendre «l'économie» à tout prix de contaminations, d'hospitalisations, de morts. Il faut dire que le patronat a pesé de tout son poids, et il est considérable, pour qu'aucune mesure ne soit prise qui entrave l'activité des entreprises... Et c'est ainsi que l'obsession de «l'économie» nourrit la pandémie... Danse macabre.

Est-ce l'économie qui est au service de la population, ou la population au service de l'économie? Selon une étude de l'Université de Berne, si le semi-confinement décidé par le Conseil fédéral le 16 mars (cela faisait déjà presque deux mois que l'épidémie était annoncée) avait été imposé une semaine plus tôt, 1600 vies auraient pu être sauvées – et, à l'inverse, s'il avait été décidé une semaine plus tard, au moins 6700 personnes de plus seraient mortes du Covid. L'étude bernoise aboutit à l'hypothèse que chaque jour de



Et n'oubliez pas de porter un masque certifié!

Tim Dennell

report du confinement aurait coûté 500 morts supplémentaires.

Economie soutenue, population oubliée

Qu'en est-il aujourd'hui, alors que pleuvent les appels à «sauver l'économie», et donc à renoncer à toute mesure entravant l'activité des entreprises? Est-ce l'économie qui est au service de la population, ou la population qui est au service de l'économie? Et qui doit-on soutenir d'abord, la population ou l'économie? La Suisse a réussi à mobiliser 62 milliards en deux mois (mars, avril) pour parer aux effets économiques du confinement. C'est quatre fois plus, six fois plus vite, que ce qui serait nécessaire pour financer la transition écologique (14 à 18 milliards par an). C'est dire les moyens dont un pays comme le nôtre dispose pour faire face aux défis sociaux et environnementaux.

Mais si l'Allemagne a exigé que les entreprises bénéficiant d'une aide publique n'en fassent pas bénéficier leurs actionnaires par les dividendes, des rachats d'actions ou des bonus, rien de semblable n'a été prévu en Suisse pour les prêts garantis par la Confédération aux PME, ni aux grandes entreprises qui sollicitent l'aide de l'Etat. Et encore moins aux autres: UBS et Credit Suisse vont

augmenter les dividendes de leurs actions... C'est bien ainsi qu'on a «soutenu l'économie». Quant à soutenir la population...

Les précaires trinquent

Si ce ne sont pas les pauvres qui ont diffusé le virus, ce sont bien les plus pauvres et les moins riches qui souffrent le plus de la pandémie. Les employées et les employés, déjà sous-payés, des secteurs de l'hôtellerie et de la restauration, du nettoyage, de l'économie domestique, les sans-statuts, les intermittents du spectacle... pas la sacro-sainte «classe moyenne», mais la classe d'en bas. Et une part de la fonction publique, celle dont on récompense la mobilisation dans les hôpitaux par une baisse de leur salaire.

Et qu'importe que les infirmières aient travaillé soixante heures par semaine lors de la première vague, et qu'elles seront sans doute amenées à en faire autant lors de la deuxième! Les sanglots longs de hérauts de l'économie ne sont pas pour elles. Mais au fond, de quoi se plaignent-elles? On les a applaudies, non? On peut passer aux choses sérieuses: «sauver l'économie», les équilibres budgétaires et les baisses d'impôts. ■

Pascal Holenweg

Paru sur Cause toujours

Blocus financier suisse sur deux associations d'entraide à Cuba

Les politiques commerciales des banques de la place helvétique deviennent de plus en plus complaisantes à l'égard des Etats-Unis. Elles appliquent fréquemment, et par obéissance anticipée, la politique américaine du blocus contre Cuba sans tenir compte des législations nationales, internationales ou même du respect de leurs propres clients», estime mediCuba-Suisse et l'Association Suisse-Cuba (ASC).

Cette semaine, elles organisaient à Berne une conférence de presse pour dénoncer les agissements de deux banques. A savoir la Banque cantonale bâloise (BKB), société cotée en bourse avec une garantie de l'Etat, et sa filiale, Banque Cler, anciennement Banque Centrale Coopérative et Banque COOP. Ces deux entités refusent, depuis 2019, les transferts nationaux et en francs suisses depuis leurs comptes vers les comptes suisses des deux organisations d'entraide internationale. Dans le cas d'ASC, la Banque Cler de Zurich a même fermé leur compte. «Ces agissements compromettent non seulement notre travail solidaire et notre engagement humanitaire avec Cuba, mais ils vio-

lent également le droit des clients d'effectuer des paiements en Suisse. Ce qui est d'autant plus grave que le service des transferts nationaux est d'intérêt public, notamment quand il s'agit d'une banque cantonale avec une garantie de l'Etat», estiment les plaignants comme le fameux oncologue Franco Cavalli, vice-président de mediCuba-Suisse.

Après plusieurs interventions des deux associations (notamment une réunion avec des représentants des deux banques et des plaintes auprès du conseil bancaire et du médiateur bancaire), les deux banques s'en tiennent à leurs pratiques commerciales. Pour les faire revenir sur leurs pratiques, mediCuba-Suisse et l'Association Suisse-Cuba ont décidé de s'adresser aux parlementaires de Bâle, mais aussi au niveau fédéral, à la FINMA (autorité de surveillance du marché financier suisse) et au Conseil fédéral, pour exiger «que cette procédure absurde et juridiquement intenable soit stoppée et qu'elle ne puisse pas se poursuivre».

JDr

Infos complémentaires sur www.cuba-si.ch/fr et medicuba.ch/fr

LA CHRONIQUE FÉMINISTE

Le pouvoir, hommes versus femmes

Vous mettez ensemble deux filles, elles discutent; deux garçons, ils se battent.

D'après les études, il n'y aurait pas de différence, à la naissance, entre les filles et les garçons, sinon une plus grande agressivité chez ces derniers. Elle serait due au fait que, plus fragiles à cause des chromosomes XY (XX chez les filles, signe de stabilité), les garçons doivent lutter davantage pour survivre. Cette agressivité se retrouve tout au long de la vie: à la crèche, à l'école, à la récréation, dans les sports, dans la culture, au travail, en science, dans la politique, dans l'économie, etc. Le garçon, puis l'homme, veut être le plus fort, quitte à écartier, voire écraser, la concurrence.

Pendant des millénaires, les femmes n'avaient pas accès à ces combats de coqs. De toute manière, elles n'avaient aucun droit, et se trouvaient donc dans l'impossibilité d'entrer dans le club. La seule chose qu'on leur demandait, c'était d'être une bonne épouse et d'élever les enfants.

Si l'on retourne aux origines, selon Alain Testart, *Essai sur les fondements de la division sexuelle du travail chez les chasseurs-cueilleurs* (Revue française de sociologie, 1987), les femmes chassent en certaines occasions, elles utilisent des gourdins, des filets, etc., mais pas les armes qui font couler le sang. Selon «l'idéologie du sang», il y aurait incompatibilité entre le sang menstruel et le sang animal. La volonté de prohiber tout contact entre ces deux substances dangereuses serait le fondement de la division sexuelle du travail chez les chasseurs-cueilleurs. Cependant, c'était la cueillette qui représentait la nourriture quotidienne. Certaines inventions fondamentales des sociétés du Néolithique, notamment la céramique, l'agriculture, la sylviculture, la domestication du chien, seraient dues aux femmes. Ce sont d'ailleurs des mains de femmes qui ont marqué les peintures des grottes.

Dès la sédentarisation (9000 ans av. J.-C.), les sociétés sont devenues inégalitaires. Les métallurgies de l'or, du cuivre, du bronze et du fer entraînent hiérarchie et inégalité sociales. Dès qu'une hiérarchie s'instaure, les femmes sont perdantes.

Le pouvoir semble une affaire d'hommes, des empereurs romains aux chefs d'État d'aujourd'hui. Voir tous ces costumes-cravates (les femmes sont si peu nombreuses) dans les réunions politiques comme le G7, le G20, le WEF de Davos, les séances de l'ONU, les différends sommets, me donne la nausée.

Malheureusement pour la planète, des chefs d'État parmi les pays les plus puissants sont psychopathes. La psychopathie est un trouble de la personnalité, caractérisé par un comportement antisocial, un manque de remords et de comportements humains. Elle touche essentiellement les hommes. En effet, un haut niveau de testostérone, associé à un niveau bas de cortisol, sont des facteurs corrélés aux traits psychopathiques, dont la recherche de récompense et la réduction de la peur. Citons parmi ces malades Bachar el-Assad, à qui la notion de mal semble étrangère, Kim Jong-un, Bolsonaro, Xi Jinping, Poutine, Erdogan, Orban, Johnson. Dénominateur commun: ils sont tous racistes et misogynes.

Parmi les chefs d'État sociopathes de pays démocratiques, Donald Trump me paraît celui qui cumule toutes les tares: narcissique à l'ego surdimensionné, incapable de la moindre empathie, extravagant, imprévisible, mythomane, grossier, raciste, sexiste, méprisant, violent, menteur, voleur, escroc. Il inonde le pays de ses tweets insensés. Le *New York Times* dénombre ses mensonges, on en est autour de 2000 à ce jour. Trump utilise les fake news sans retenue pour asséner SA «vérité» ou parle de «faits alternatifs» quand on lui prouve une contre-vérité, comme la faible densité de la foule lors de son investiture. Il ne supporte pas la contradiction, renvoie sans ménagement ses conseillers et ministres, n'invite plus les journalistes qui lui déplaisent, comme s'il était encore dans le jeu de télé-réalité «The Apprentice», qu'il a produit et animé pendant des années, avec sa phrase fétiche «You're fired!» (vous êtes viré!). Il pratique l'insulte, se vante de ses conquêtes «Quand on est une star, elles nous laissent faire. On peut faire tout ce qu'on veut. Les attraper par la chatte.» Il méprise ses adversaires politiques, les rabaisse en déversant des torrents d'injures et de moqueries fondées sur des mensonges. Il couvre les violences policières, les suprémacistes blancs, d'ultra-droite, dont la doctrine est proche de celle du Ku Klux Klan, qui prévoyaient d'enlever une élue démocrate, les milices paramilitaires qui veulent, si Trump n'est pas élu le 3 novembre, «sauver le pays», la mouvance QAnon, qui diffuse largement sur les réseaux sociaux la théorie du complot, utilisant p.ex. des photos truquées de politiques démocrates dévorant des bébés pour obtenir la jeunesse éternelle! Et les livre à la vindicte populaire. Les délires de QAnon feraient rire si cette mouvance n'était pas en train de polluer l'esprit d'un nombre de plus en plus important d'Américains (le pays entier est infesté), mais également l'Europe et le reste du monde*.

Depuis quatre ans, toutes les décisions et actions de Trump ne visent qu'un seul but: sa réélection. Il est prêt à tout pour y parvenir. Il prétend, contrairement aux faits (mais les faits, il n'en a cure), que le vote par correspondance favorise la fraude. Il est probable qu'il contestera le résultat si Joe Biden est déclaré vainqueur. Ce qui pourrait entraîner une guerre civile...

Ce qui me frappe le plus, chez Trump, c'est sa violence. Un certain nombre de femmes ont renoncé à faire de la politique à cause de la violence du milieu. Elles ne s'y sentent pas à l'aise. Je n'ai jamais entendu un homme y renoncer pour cette raison. Il y trouve un milieu «naturel», celui des hommes des cavernes. Si les hommes recherchent majoritairement le pouvoir pour le pouvoir, pour devenir un «mâle alpha», montrer qu'il a la plus grosse, les femmes s'engagent en politique par souci d'efficacité, pour améliorer la situation, et sont préoccupées par le bien-être des populations et de la planète. Rappelons que, lors de la crise de 2008, les banques qui comptaient 35 à 40% de femmes dans leur Conseil d'administration s'en sont mieux sorties.

Le monde serait indubitablement plus juste et plus équilibré si la moitié des pays était dirigée par une femme.

Huguette Junod

* cf. le documentaire sur France 5 du 25.10.20 «La fabrique du mensonge» de A. Lievin.

Arrêter la grande machine de l'agrobusiness

INTERVIEW

Le médecin belge Staf Henderickx publie «Je n'ave plus ça! Comment résister au virus de l'agrobusiness?». Il alerte sur les effets délétères du modèle dominant de production alimentaire sur notre santé. Rencontre.

Comment avez-vous commencé à vous intéresser aux conséquences d'une mauvaise alimentation sur la santé?

STAF HENDERICKX Pendant quarante ans, j'ai été médecin de famille dans une petite ville de Flandres. J'ai toujours été lié à l'organisation «Médecine pour le peuple». Quand j'ai commencé à travailler, on observait dans notre région beaucoup de maladies liées aux métaux lourds chez nos patients. En revanche, j'ai constaté que dans nos cours de médecine à l'université, on parlait à peine de cette problématique. Dès ce moment, j'ai pris l'initiative avec d'autres personnes intéressées de faire une étude et de publier un livre sur ce sujet. Les maladies suivent l'évolution de la société et de l'industrie. Avant, les travailleurs des mines ou de la construction finissaient avec le dos détruit. Actuellement, c'est le stress au travail ou encore l'alimentation qui sont la source des nombreuses maladies.

Pourquoi un nouveau livre aujourd'hui sur l'agrobusiness?

Il y a trois ans, j'ai écrit un livre en néerlandais sur l'histoire de notre alimentation. En raison de l'actualité, j'ai assez rapidement décidé d'écrire ce nouveau livre qui se concentre sur lien entre notre manière de produire et de consommer les aliments et l'apparition de pandémies. J'ai toujours été très intéressé à traduire les connaissances scientifiques dans un langage accessible à tous, afin que le grand public soit plus conscient et renseigné sur ces problèmes.

Aujourd'hui, avec la deuxième vague de Covid-19 en Europe, la question de l'origine de ce genre de pandémie se pose. Pour vous, il y a un lien clair entre le modèle de l'agrobusiness et l'apparition de nouvelles épidémies?

Oui. Il y a plusieurs mécanismes qui expliquent cela. Mais le principal vient du fait que l'agrobusiness et, par exemple, l'industrie minière, détruisent des forêts. En raison de la destruction de leur milieu naturel, certains animaux comme les chauves-souris cherchent un autre habitat. Ces animaux s'installent alors dans des régions où vivent des gens et où l'industrie agricole produit de la viande en masse. Or, un lieu de production massive de viande est justement un environnement idéal pour le développement de virus et de bactéries. Il suffit ensuite que ces virus ou ces bactéries



s'installent chez les hommes pour que l'épidémie éclate.

Votre message est donc qu'il faut un changement profond dans notre manière de produire nos aliments si l'on veut éviter que des épisodes, comme la pandémie actuelle, ne se reproduisent à l'avenir?

Exactement. Il y a des initiatives locales qui émergent un peu partout et c'est positif. Il y a des gens qui adoptent un autre mode d'alimentation comme le végétarisme, des agriculteurs qui se lancent dans la production biologique. Ce sont des bonnes choses, mais il faut être conscient que l'action individuelle ou de petits groupes ne seront pas suffisants pour changer la direction dans laquelle se développe l'agrobusiness. N'oublions pas qu'il s'agit d'une machine qui permet à certains de faire de grands profits. C'est donc un marché dans lequel beaucoup de capitaux sont investis. Ce secteur a tellement de moyens à disposition qu'il fait tout pour influencer les gens à adopter un certain type d'alimentation.

Dans mon livre, je parle beaucoup de la naissance des pandémies. Mais il y a d'autres choses néfastes dans le modèle agricole actuel, comme l'usage intensif de pesticides. Cette manière de produire détruit les forêts, les sols et l'humus. Un grand changement sur le plan politique est nécessaire pour aller

vers une manière de produire qui respecte notre environnement.

Relevez-vous une prise de conscience dans la population? Les gens veulent-ils des changements politiques à ce niveau?

Oui, on observe une résistance, par exemple face à des accords internationaux qui visent à faciliter l'importation de viandes bourrées d'hormones ou d'autres produits alimentaires de mauvaise qualité. Il faut considérer avec attention les accords conclus par nos gouvernements. La globalisation de l'économie se fait aussi sur le plan de l'agriculture et de la production alimentaire.

En Suisse, vous allez bientôt voter sur un accord de libre-échange avec l'Indonésie. J'ai visité ce pays il y a trois ans. On voit de quelle manière les forêts y sont détruites pour planter des palmiers en vue de produire en masse de l'huile de palme. C'est une catastrophe environnementale pour l'Indonésie. Mais c'est aussi une production qui est mauvaise pour notre santé puisque l'huile de palme est très malsaine. Il y a toujours ces deux dimensions à analyser.

Justement: quelles sont les nouvelles maladies qui émergent comme résultat de cette consommation alimentaire de mauvaise qualité?

En tant que médecin de famille, j'observe qu'il y a de plus en plus de mala-

dies neurologiques, allergiques et intestinales. C'est lié à l'augmentation des produits chimiques qu'on trouve dans nos aliments, mais aussi au fait que notre alimentation contient trop de sucre, de sel et de graisse. En expliquant aux gens que cette alimentation est mauvaise pour le corps, nous avons une porte d'entrée qui permet de leur expliquer pourquoi ce système doit changer. Si on veut construire une maison et que le matériel de construction livré est de mauvaise qualité, on va se plaindre. Pour notre santé, nous devrions faire la même chose.

En vous écoutant, on se rend compte que beaucoup des problèmes que vous évoquez sont liés au fait que notre manière de produire la nourriture est dictée par la recherche du profit. Certains nous disent que le capitalisme peut être «vert». Qu'en pensez-vous?

Evidemment, on peut prendre nombre de mesures pour notre santé sur le plan individuel. Mais c'est surtout possible pour les Occidentaux, car l'agrobusiness détruit la production traditionnelle dans les pays du Sud. Au plan général, beaucoup de gens sur cette terre ne peuvent pas choisir ce qu'ils consomment. Rappelons-nous que presque un milliard de personnes souffrent de la faim.

L'industrialisation a permis de grandes avancées dans de nombreux

domaines et offre de multiples possibilités, y compris sur le plan biologique. Le problème est la logique qu'il y a derrière: les gouvernements subventionnent surtout la production intensive parce que c'est plus rentable.

Il faut sortir de la logique de recherche de profit. Quand on entend les déclarations des politiciens à ce sujet, c'est formidable, on dirait qu'ils ont conscience du problème et qu'ils veulent tout changer. Mais dans la pratique, à Bruxelles, il y a une multitude de lobbys qui influencent les partis politiques et bloquent tous les grands changements.

Que pouvez-vous conseiller à nos lecteurs pour mieux lutter contre la malbouffe et contrer l'agrobusiness?

Premièrement, nous devons nous battre contre les accords de globalisation de l'agrobusiness. Ce sont des accords qui fragilisent la souveraineté des pays. C'est très dangereux pour un Etat d'être dépendant de la production des grosses entreprises de l'agrobusiness, car imaginez que tout à coup, la bourse chute. Elles arrêteront leur production du jour en lendemain si elle n'est plus rentable. Ce serait une catastrophe inimaginable.

Deuxièmement, nous devons soutenir nos agriculteurs locaux, en particulier ceux qui produisent de manière biologique. Nous devons pousser les gouvernements à arrêter de subventionner l'agriculture intensive et à investir cet argent notamment dans la recherche sur la production biologique car il y a encore beaucoup de possibilités qui existent et que nous ne connaissons pas encore.

Il est important d'expliquer aux gens que l'alimentation produite par l'agrobusiness n'est pas bonne pour notre santé, mais uniquement pour les profits de ces entreprises. C'est une grande machine qu'on doit arrêter. Nous avons besoin d'un changement important, qui contribuera également à la lutte contre le réchauffement climatique. Au fond, c'est aussi un combat contre l'impérialisme et le capitalisme: même si ça peut sonner comme un slogan, c'est la vérité. De plus en plus de gens comprennent que notre terre ne peut plus subir cette manière de produire. ■

Propos recueillis par Khayam Ben Brahim et Amanda Ioset

Staf Henderickx, *Je n'ave plus ça! Comment résister au virus de l'agrobusiness?*, Investig'Action, 2020

La nouvelle PAC européenne ne sera ni verte ni juste

Elle brasse des milliards d'euros, dessine les paysages européens, détermine le goût de nos aliments comme la survie des paysans ou le bien-être des animaux. A priori, la PAC est technique, mais il faut se plonger dans son fonctionnement pour en comprendre toutes les conséquences. «C'est le premier budget de l'UE, elle oriente toute notre agriculture et notre alimentation pour les sept prochaines années», résume Mathieu Courgeau, président de la Plateforme pour une autre PAC, qui réunit 43 organisations de producteurs, consommateurs et défenseurs du bien-être animal et de l'environnement. Après avoir été

approuvée le 21 octobre par le Conseil européen, elle passera devant le parlement le 23 octobre.

Un premier dénouement

L'enveloppe budgétaire réservée à la PAC, elle, avait déjà été tranchée en juillet: 386 milliards d'euros, à des niveaux comparables à ceux du précédent budget (2013-2020), en euros courants. Mais, en euros constants, il faut compter avec une baisse de 40 milliards. Reste que Conseil et Parlement s'écharpent désormais sur la manière dont ils vont être distribués.

«Pas très justement», répond Nicolas Girod, le porte-parole de la Confédération paysanne. Dans son viseur: les aides à l'hectare. Il faut bien comprendre que ce sont «elles qui poussent à l'agrandissement, à la spécialisation et à la simplification de l'agriculture. En somme à son industrialisation», explique Mathieu Courgeau.

Un vote sans débat démocratique

Du côté du «vert», seule bonne nouvelle: les écorégimes, de nouvelles primes versées dans le cadre du premier pilier (les aides directes) pour une participation à des programmes environnementaux plus exigeants, sont obligatoires. Mais,

là encore, seuls 20% de ces aides directes y seront consacrés, selon l'accord. Le Parlement européen, lui, s'est mis d'accord sur 30%.

«Même si, traditionnellement, le Parlement est plus ambitieux que le Conseil, on est très loin de réorienter massivement les pratiques agricoles vers la transition agroécologique», souligne encore Mathieu Courgeau. Le système a montré ses limites il ne rémunère pas 50% de ses producteurs, oblige 8 millions de Français à avoir recours à l'aide alimentaire et a fait disparaître 70% des insectes en trente ans. ■

Pia de Quatrebarbes

Paru dans *L'Humanité*, adapté par la rédaction

Le Nicaragua critiqué: info ou intox?

NICARAGUA • Répression, censure, «dérive autoritaire», usure du pouvoir, népotisme, traitement controversé de la pandémie... Le régime de Daniel Ortega est malmené au pays et à l'international. Deux Helvètes résidant au Nicaragua témoignent.

Dans les années 80, le Nicaragua sandiniste ralliait toute la gauche après avoir gagné la révolution en chassant par les armes le dictateur Somoza, et instauré un gouvernement populaire et progressiste. 10 ans plus tard, miné par une guerre interne fomentée, appuyée et financée par les Etats-Unis, le gouvernement sandiniste perdait les élections.

Déclin et renaissance

Il s'en est suivi 17 ans de gouvernements néolibéraux puis en 2006, le retour des Sandinistes menés par Ortega. Ils ont trouvé un pays miné: santé largement privatisée, taux d'analphabétisme record et fin de la gratuité de l'école école. Il y avait une crise énergétique et les entreprises notamment étaient limitées dans leur production par les coupures de courant incessantes et prolongées.

Avec l'arrivée de Daniel Ortega et son équipe, la santé est redevenue gratuite. Ceci avec un effort salué par la communauté internationale pour former des infirmières et des médecins et organiser un système de santé cohérent. Mais aussi réhabiliter et construire des centres hospitaliers. L'éducation primaire et secondaire a été et demeure une priorité.

Dans le viseur

Daniel Ortega, chef du gouvernement sandiniste, a maintenant 75 ans. Il est la source d'une critique incessante. Avec le Venezuela et Cuba, le Nicaragua est la cible de mesures de rétorsions de la part des E-U. En 2018, un soulèvement a lieu. Il fait suite à une décision imposée par le FMI, mais décrétée sans explication ni concertation par le gouvernement de diminuer les déjà maigres retraites.

Rapidement, l'opposition exige le départ d'Ortega. D'où 4 mois de blocage du pays. Avant la reprise en main de la situation par le gouvernement sous les critiques de la droite et de son mentor américain. Mais aussi d'une partie de la gauche européenne, surtout liée à la violence policière des premiers jours de la révolte ayant causé plusieurs centaines de morts.

Essai de compréhension

Alors que le pays commençait à se relever économiquement, est arrivée la crise pandémique. De nouveau les critiques envers le gouvernement se sont intensifiées. Pour tenter de mieux comprendre la situation actuelle, voici l'avis de deux Suisses installés au Nicaragua depuis les années 80. Veronica Pfranger fut la coordinatrice locale de deux ONG (Eirene et E-Changer). François Joss après avoir été *coopér-acteur* de E-Changer s'est installé comme technicien dentaire et a créé le premier centre de formation dans son domaine au Nicaragua.

Ces deux regards croisés sur une réalité complexe tombent à point nommé. Ainsi à un an des élections présidentielles où Daniel Ortega sera probablement encore candidat à sa réélection. Le régime est-il marqué par l'usure d'un pouvoir devenu dictatorial? Ou peut-il être le garant d'une redistribution des richesses et de l'accessibilité aux prestations étatiques?

Le gouvernement est critiqué sur sa gestion de la pandémie. Comment l'avez-vous vécue ainsi que la situation actuelle?

VERONICA PFRANGER Au début, j'ai été désarçonnée par la stratégie du gouvernement face à la Covid-19. Surtout parce qu'elle était différente de celle des pays voisins et de la majorité de l'Europe. J'ai ensuite compris qu'elle voulait susciter la responsabilité individuelle et était associée à une campagne d'information sur cette pandémie menée porte-à-porte à travers le pays. Mais aussi dans tous les médias. Et ça a bien marché. Il faut comprendre que dans un Etat où 75% de la population gagne sa vie dans le secteur informel, un confinement est impossible. Ce d'autant plus qu'il n'y a pas d'assurances sociales comme en Europe. Il faut relever que les programmes de santé habituels ne se sont pas interrompus. On songe ainsi à la construction des hôpitaux. Ou aux journées de vaccination des petits enfants comme les cam-



Au Nicaragua, un confinement strict aurait été une catastrophe. Comme on l'a vu au Salvador, où les gens se postaient au bord de la route pour crier famine.

pagnes de prévention de la dengue, du Zika. Sans oublier les suivis de grossesses, contrôles de croissance et développement des enfants et les soins aux malades chroniques.

Le «retour à la normale» se fait désormais peu à peu, à l'interne, mais les relations aériennes ne sont toujours pas rétablies. Et nombre de collèges privés organisent encore leurs cours à distance.

FRANÇOIS JOSS Je n'ai pas vécu le pic de l'épidémie ici étant resté coincé en Suisse où j'étais en vacances durant mars. Je ne suis rentré qu'à fin août ayant dû effectuer un test avant de partir. Ensuite, j'ai eu un suivi téléphonique régulier avec les services du Ministère de la Santé. J'observe que les gens ont intégré les gestes barrières. Et même les soulons du coin portent des masques. Les gens évitent d'aller dans les hôpitaux tout en suivant bien les recommandations de quarantaine.

L'opposition a fustigé la stratégie gouvernementale face à la crise sanitaire. Quelle aurait été sa position si Daniel Ortega avait décrété une quarantaine à l'image de pays tels la Bolivie ou le Salvador?

FJ Un confinement strict aurait été une catastrophe. Comme on l'a vu au Salvador, où les gens se postaient au bord de la route pour crier famine. Quant à l'opposition, elle critique tout ce que fait Ortega. Elle aurait probablement aussi attaqué le gouvernement s'il avait choisi une autre approche. Il faut voir comment elle a attisé l'angoisse face à la pandémie, répandant des nouvelles qui souvent se sont révélées des fake news. Mais il faut dire que les chiffres officiels de personnes atteintes du virus, surtout au début, n'étaient pas conformes à ce que les gens percevaient de la gravité de la situation.

Ceci dit, il faut admettre que la liberté d'expression est réduite depuis 2018 et tous les prétextes sont bons pour étouffer les avis contraires au gouvernement. Ils circulent pourtant librement sur les réseaux sociaux et dans La Prensa, journal très critique. Les restrictions de rassemblements imposées en 2018 «arrangent» bien le

gouvernement encore à l'heure actuelle.

VP L'opposition réagit en critiquant tout ce que fait le gouvernement. C'est d'ailleurs son seul moteur. Elle aurait probablement blâmé un confinement strict, encore plus dans cette période préélectorale. Mais par ailleurs, elle est divisée et ne propose rien de concret sauf de «faire sortir le dictateur», comme elle appelle toujours Ortega. C'est dire qu'elle peine à rallier une majorité de la population sous sa bannière. Surtout si l'on pense que les élections sont dans une année.

En vue des élections de 2021, la pandémie a-t-elle renforcé ou affaibli le front sandiniste?

VP C'est difficile de savoir. Il semble toutefois clair que le sandinisme s'est plutôt resoudé autour de la personnalité de Daniel Ortega. Et cette pandémie a montré que, dans le gouvernement, il y a de nombreuses personnes très compétentes. Elles font preuve de pédagogie pour expliquer que les autorités géraient bien l'urgence, sans négliger le reste du travail, dans tous les champs de compétences de l'Etat. C'est une réelle force de ce gouvernement.

L'opposition, elle, n'a pas de projet clair, mais peut compter sur un appui international. Un segment important de cette opposition est représenté par la grande bourgeoisie dans laquelle se trouvent de nombreux intellectuels qui ont des contacts étroits avec les médias internationaux. De plus, sa version des faits est celle que le gouvernement américain veut entendre, lui permettant ensuite de diaboliser le président Ortega.

FJ Je veux ajouter que beaucoup de Nicaraguayens essaient de survivre et «de mener leur barque» en ne comptant que sur eux-mêmes. Pour eux, les prochaines élections présidentielles, c'est dans très longtemps puisque souvent ils n'ont pas d'horizon de travail au-delà de la semaine! Ils «font avec» le gouvernement, aussi parce que l'opposition ne leur présente pas une réelle alternative pour le pays. Elle est en outre enlisée dans une lutte interne de leadership.

Comment évaluez-vous le niveau de pauvreté, de l'éducation de la santé et des infrastructures depuis le retour d'Ortega au pouvoir et quelle répercussion la crise a-t-elle sur la vie sociale et économique?

FJ Ces dernières années, on a vu la finalisation du réseau routier avec des liaisons avec toutes les régions du pays, y compris la côte caribéenne. L'éducation s'est améliorée. Tout comme la santé, elle est gratuite. Avec des programmes de santé primaire et de prévention solides. C'est indéniable. Mais aujourd'hui, le niveau de pauvreté augmente à cause de cette pandémie. Mais c'est le lot de toute la région et au-delà. Beaucoup d'entreprises ont dû fermer. Ce qui augmente encore le nombre de travailleurs rejoignant le secteur informel. Mais la solidarité entre voisins va, au moins partiellement, parer au «plus pressé».

VP Effectivement, je crois que cette question il faut la voir sous deux angles. La pandémie va mettre un frein à la diminution de la pauvreté que l'on observait depuis quelques années. Ceci alors que le pays était en train de retrouver son niveau d'avant les troubles qui ont déjà miné la vie sociale et économique en 2018. D'autre part, le gouvernement sandiniste a réalisé de nombreuses actions ayant bénéficié à la population dans son ensemble (pauvres, petite et moyenne bourgeoisie).

J'ajouterais les avancées dans le domaine de l'énergie, non seulement en permettant à presque tout le pays d'y avoir accès. Mais en assurant une transition vers des énergies renouvelables. Cela alors qu'en 2006, 80% de l'électricité était d'origine fossile. L'accès à son lopin de terre légalisé se poursuit et s'accroît. Beaucoup de gens le constatent. Même si le couple présidentiel est critiqué, jusque dans la gauche internationale, la réalité est que la situation des gens s'est globalement bien plus améliorée ces quatorze dernières années que pendant les dix-sept ans où l'opposition actuelle était à la tête de l'Etat. Et cela pèsera sûrement au moment du vote. ■

Propos recueillis par Bernard Borel

LA CHRONIQUE DE JEAN-MARIE MEILLAND

Les poètes nous disent: «courage!»

Nous construisons le monde/ Qui nous le rendra bien.
Guillevic

Menaces de la pandémie. Menaces sur l'économie et l'emploi. Menaces sur le climat et les espèces vivantes. Menaces sur les ressources et sur notre mode de vie. Nous nous portons bien mal, assis sur une branche que nous continuons en même temps de scier. Nous sommes au summum de l'anxiété. Il est difficile de choisir le maximum de sécurité sanitaire si la société doit sombrer dans la dépression économique et psychique. Privés d'une vision un peu claire de ce que l'avenir pourrait être, fatigués sinon épuisés, cédon la parole aux poètes, pour le temps d'une ample et bénéfique respiration. Eux qui ne sont tenus ni au résultat ni aux approches spécialisées, eux qui ne sont pas des dieux mais dont le large cœur est ouvert au plus profond de l'humain, nous ouvrent des horizons libérateurs que par ailleurs on n'a plus guère la force d'envisager.

La personne se sent mal, à l'étroit, dans les circonstances actuelles, et pourrait dire:

«Je ne vois plus le jour/ Qu'au travers de ma nuit,/ C'est un petit bruit sourd/ Dans un autre pays» (Jules Supervielle). Elle pourrait ajouter ce constat de Maurice Fombeure (1): «Ombre songe ou doute/ Au pas du cheval/ Sur l'ennui des routes/ D'amonts en aval/. . . La mélancolie/ Nous accable tous. . .». L'inquiétude nous étirent, que va-t-il arriver demain? Le poète gallois Idris Davies fait ainsi dialoguer les cloches de son pays: «Ô que pouvez-vous me donner?/ Disent les cloches tristes de Rhymney./ Y a-t-il de l'espoir pour l'avenir?/ Pleurent les cloches brunes de Merthyr.// . . . Tout irait bien si - si - si -/ Disent les cloches vertes de Cardiff. Pourquoi tant de soucis, mes Sœurs, pourquoi?/ Chantent les cloches d'argent de Wye» (trad. par nous).

Face aux duretés du monde, se présente toujours d'abord la consolation de la nature. Laissons-nous émerveiller par des poèmes japonais: «Juste assez de douceur/ Pour qu'au prunier une fleur,/ Après l'autre, éclose.» (Hattori Ransetsu), «Tombée de la branche/ Une fleur y est retournée:/ C'était un papillon» (Arakida Moritake), «Dans la haie une brèche reste ouverte:/ C'est exprès pour que les faons/ Puissent passer» (Kawai Sora). Et voici un regard sur la forêt: «Les sapins en bonnets pointus/ De longues robes revêtus/ Comme des astrologues/ Saluent leurs frères abattus/ Les bateaux qui sur le Rhin voguent» (Guillaume Apollinaire). L'attention de Francis Jammes aux choses est toute de délicatesse: «Dans l'eau tiède filent les poissons blancs/ auprès d'arbres noirs/ dont l'ombre sur l'eau tremble doucement/ au soleil du soir».

Et du fond des soucis et des peines, il faut prendre courage. M. Fombeure regarde l'épaisseur de la vie qu'il faut de toute manière aimer: «Ô ma vie comme un pain rond et lourd/ Je te porte en ce dur matin clair./ Vieille terre aux rides des labours,/ Je suis vif et bleu comme un éclair!». Et l'on peut laisser grandir en soi l'enthousiasme: «Les gens s'en allaient/ et l'automne venait./ Les gens/ s'en allaient au vert/ avec leurs coqs/ et leur guitare en fête/ par le royaume/ des graines./ Le fleuve songeait,/ coulait la fontaine./ Bondis/ ô cœur brûlant!» (F. Garcia Lorca). La joie de vivre est toujours à cueillir, ainsi M. Fombeure chante-t-il le vin: «Le litre est le clairon du brave./ La trompette du travailleur,/ L'olifant du roi, du margrave./ Le cri viril du rempailleux./ . . . Sa fonction elle est noble et grave:/ Il nous fait le monde meilleur». Le même poète nous montre aussi un chemin d'espoir: «Sur la suie de ma cheminée/ Brillent les signes du destin./ J'écoute couler les années,/ - Le monde est neuf chaque matin -». Et André Frénaud célèbre le 14 Juillet: «Et l'ivresse de fraternité des hommes dans les rues,/ . . . C'est le triomphe de la tendresse,/ l'artifice qui va ranimer,/ devant, derrière, les journées grises». Francis Jammes évoque la beauté du travail: «Ce sont les travaux de l'homme qui sont grands:/ celui qui met le lait dans les vases de bois,/ celui qui cueille les épis de blé piquants et droits./ . . . celui qui tisse et fait un bruit retombant,/ lorsqu'à minuit les grillons chantent aigrement. . .». Et voici un petit tableau de la vie comme elle est (même si elle pourrait être meilleure): «Ta mère est à la danse/ ton père au cabaret/ et moi je suis ici/ à garder le petit./ Ta mère est à la danse/ ton père au cabaret/ et moi je suis ici/ à tourner la bouillie» (Max Jacob). L'idée de protéger absolument peut générer la peur: «Ne laissez pas/ Les enfants jouer avec la serrure/ Ne laissez pas/ Les enfants jouer avec leur nature/ Ne laissez pas/ Les enfants contempler la nature/ Ne laissez pas/ D'empreintes de pouces sur les œufs durs» (M. Fombeure). Mais la mort, quoi qu'on y fasse, peut survenir, comme l'écrit aussi M. Fombeure: «Si la mort vient, ferme la porte,/ Baisse l'éclairage au néon,/ Le serpent laisse sa peau morte/ Le cœur plie son accordéon». C'est pourtant dans un festival où la force vitale explose qu'on tournera les pages des jours sombres: «Foin. . ./ Des trublions, des nénéfars,/ . . . Des Marquis, des chefs de fanfares,/ . . . Des cocus, des gardiens de phares// Vive les troubles, les truands,/ Les tondu, les tonitruants/ . . . Tous ceux qui sont sortis du rang/ Et ran et ran et ranplanplan!» (M. Fombeure). Et l'appel du même résonne: «Il me faut des rires/ Des poignées de mains. . ./ Chasser le délire/ Des vents inhumains».

Les poètes nous disent d'attendre avec confiance des jours heureux. Au Moyen Age, Rutebeuf affirme: «L'espérance du lendemain,/ voilà mes fêtes!». Eluard annonce un monde réconcilié: «Là se dressent les mille murs/ De nos maisons vieillissant bien. . .// Là tous les travaux sont faciles/ Et l'objet caresse la main/ La main ne connaît que promesses/ La vie éveille tous les yeux. . .// Là je vois de près et de loin/ Là je m'élanche dans l'espace/ . . .// Là je reviens au monde entier/ Pour rebondir vers chaque chose/ Vers chaque instant et vers toujours/ Et je retrouve mes semblables». Aragon refuse aussi que se prolonge une vie au ralenti: «Nous étions faits pour être libres/ Nous étions faits pour être heureux/ Comme la vitre pour le givre/ Et les vèpres pour les aveux/ Comme la grive pour être ivre/ Le printemps pour être amoureux. . .// Nous sommes faits pour être libres/ Nous sommes faits nous sommes faits/ Nous sommes faits pour être heureux». Et au-delà des crises, Eluard rappelle l'essentiel et ce qu'il faut d'efforts pour l'obtenir: «Il ne faut pas de tout pour faire un monde il faut/ Du bonheur et rien d'autre// Pour être heureux il faut simplement y voir clair/ Et lutter sans défaut».

F. Garcia Lorca nous dit: «La lune est morte, morte/ mais ressuscite au printemps.// Lorsqu'au front des peupliers/ écumera le vent du Sud». Ainsi les poètes élèvent notre cœur, au-delà des servitudes et des résignations. Que nos épreuves nous plongent au centre de nous-mêmes, pour en ressortir forts de plus de dignité, de courage et d'humanité.

Jean-Marie Meilland

1) Maurice Fombeure (1906-1981), natif de la Vienne, est un magnifique poète qui cultive au plus haut point un exubérant amour de la vie et un esprit frondeur qui sont au fond de l'esprit gaulois. Œuvres: *Les étoiles brûlées, Une forêt de charme* (nrf, Poésie/Gallimard).

Alarme et indignation des professionnels de la culture

SUISSE • Alors que la crise pandémique rebondit pour s'installer dans la durée, indépendants et salariés soumis à des contrats de courte durée s'indignent des dispositifs d'indemnisation inadéquats prévus.



Béatrice Graf, musicienne professionnelle et présidente de la Fédération genevoise des musiques de création en concert.

«Tous les acteurs de la culture seront sévèrement touchés dans leurs conditions d'existence en cas d'un nouveau confinement ou d'un renforcement des restrictions des conditions d'organisation d'événements». Dans un communiqué de presse daté du 24 octobre prenant en compte la nouvelle donne sanitaire, la Task force culture nationale souligne l'impact dévastateur de la crise du Covid-19 pour tout le secteur de la culture, composé de très nombreux travailleurs indépendants et salariés intermittents. Elle s'inquiète également du fait que beaucoup de cantons n'aient pas encore versé les compensations pour pertes de gains, ou ne les aient réglées que partiellement pour les six derniers mois. La situation est d'autant plus alarmante qu'avec la nouvelle mouture de la loi Covid-19 sur la culture, il n'est plus possible pour les employeurs.euses d'obtenir des RHT pour les CDD (contrats à durée déterminée). «De plus, aucune des mesures concernant les CDD que nous avons proposée pour les salarié.e.s intermittent.e.s n'a été retenue. Pourtant, elles sont indispensables pour protéger les professionnels dans la durée et non au coup par coup en cas de rupture de contrats obligatoires engendrée par la pandémie», s'indigne Fabienne Abramovich, directrice d'Action Intermittence. Créée en 1997, cette association précurseuse est reconnue comme une interlocutrice indispensable pour tout ce qui touche au statut social des artistes et aux intérêts des intermittent.e.s salarié.e.s du domaine de la culture. En 2003, elle a obtenu, grâce au soutien de nombreux organismes nationaux, des aménagements par voie d'ordonnance avec un statut spécifique dans l'application de l'assurance chômage pour les intermittent.e.s des arts de la scène et de l'audiovisuel.

Impact sur toute la chaîne

Depuis le début de la pandémie, l'association continue à nourrir des contacts étroits non seulement avec les organismes professionnels et acteurs.trices culturels soumis à des mandats, mais aussi avec les institutions et associations professionnelles, entreprises culturelles et les lieux de représentations qui emploient les artistes. «La situation est grave sur toute la chaîne de production et de diffusion et pour tous les domaines artistiques (théâtre, danse, musique, cinéma, arts plastiques, etc.). Tous les acteurs.trices s de la culture vont se retrouver dans une

situation très préoccupante car les employeuses.eurs risquent de ne pas pouvoir honorer les contrats pris avec les professionnel.l.e.s mandaté.e.s ou salarié.e.s», ajoute Fabienne Abramovich. La Task force culture avait déposé une série d'amendements aux chambres à la fin août. Conseiller national socialiste genevois, Christian Dandrès s'est battu énergiquement avec ses collègues socialistes et verts pour éviter cette situation. «Avec la nouvelle loi, les autorités ne prévoient pas un mécanisme exceptionnel et unique qui permette une reconnaissance substantielle des intermittents du spectacle et de l'audiovisuel qui ont été très durement touchés dans leurs activités», déplore-t-il. Selon Béatrice Graf, musicienne professionnelle et présidente de la Fédération genevoise des musiques de création, «toutes celles et ceux qui touchaient de l'argent de main à main sans déclarer leurs charges sociales se sont trouvés à l'aide sociale parce qu'il n'y avait pas de RHT ou d'APG possibles pour eux. Et plus généralement, pour celles et ceux qui sont en CDD ou qui sont indépendants, soit pour les 90% des artistes, la situation est catastrophique. Pourtant, aucun professionnel ne devrait risquer de se retrouver à l'aide sociale», souligne-t-elle. Les collectivités publiques investissent des sommes colossales dans la formation des artistes en de très nombreux domaines (musique, danse, théâtre, arts graphiques). Ces choix coûtent, mais ils rapportent aussi beaucoup à la collectivité. «On sait que l'économie culturelle et créative génère de très gros revenus pour l'Etat. Dès lors, on ne peut pas former tous ces jeunes, et après leur dire de «faire la manche» ou de se reconverter. Si l'on peut comprendre que certains organisateurs se contentent de défraiements pour des amateurs qui gagnent leur vie par ailleurs, on ne peut pas justifier le fait que de l'argent public alimente l'économie informelle». La Fédération genevoise des musiques de création souhaite revaloriser les dotations publiques aux institutions et associations musicales qui s'engagent à suivre des bonnes pratiques. Elle demande également une augmentation conséquente des fonds ponctuels d'aide à la création et la diffusion. Enfin, en association avec la Ville de Genève et l'association Sémaphore, elle invite à trois tables rondes pour discuter du statut de l'artiste et de l'intermittence lors de la 1^{ère} Rencontre des Musiques de Création, le 3 novembre prochain à l'Alhambra de Genève. ■

Emmanuel Deonna

**GaucheBdo a besoin
de votre soutien**

CCP: 12-9325-6

Le photographe Gilles Caron sur tous les fronts

PHOTOGRAPHIE • Mystérieusement disparu au Cambodge le 4 avril 1970 à 30 ans, le grand photoreporter de guerre et de Mai 68 est l'objet d'un documentaire pistant son regard et de deux expositions à Nyon.

«**A**venturier de la photo, mémorialiste des événements, Caron se plaît à prendre des clichés du quotidien, de la vie sociale et politique française et de la guerre ainsi que des horreurs qu'elle suscite.» Ainsi s'exprime le controversé Daniel Cohn-Bendit que le photographe à la carrière météorique de cinq ans immortalisa au rang d'icône souriante de défilé de la révolte étudiante face à un CRS, le 6 mai 1968 devant la Sorbonne.

Cette image, la cinéaste Mariana Otero en dévoile tant la gestation que la dramaturgie dans son film touchant au plus sensible de l'intime, du politique et des questionnements sur le statut de l'image et de celui qui porte témoignage par elle, dans *Gilles Caron - Histoire d'un regard*. La réalisatrice se met ainsi littéralement dans le parcours de postures et prises de vue de ce «photographe sur le tard» (dixit Cohn-Bendit). Ceci au fil de planches-contacts aux instantanés remis dans leur ordre de réalisation. «Cheminant à travers ses 100'000 photos, j'ai essayé de retrouver quelque chose de son regard. Ainsi relever comment il passait d'une photo-pellicule-focale à l'autre. Il y a donc la tentative de redonner un corps à Gilles Caron. Une manière qu'il soit présent avec nous dans le film. Réinsuffler une présence à cette absence», confie Mariana Otero.

Ce qui frappe autant chez l'adepte du tir photographique en mouvement que dans le cinéma d'Otero (*Histoire d'un secret* autour de la mort cachée de sa mère suite à un avortement, *L'Assemblée* sur le mouvement social Nuit debout) interrogeant l'intimité, le social et le politique, c'est leur «observation constante, attentive du monde alentour, de la société, du fait d'exister dans un environnement donné à un moment donné de l'histoire. Il y a une honnêteté profonde, une volonté vraie et puissante de témoigner simplement de l'existence humaine, et cela, de la manière la plus scrupuleuse possible» ainsi que le pose l'écrivaine française Annie Ernaux sur son œuvre oscillant entre autobiographie et documentaire.

Devoirs de mémoire et d'histoire

«La mémoire est faite de plans fixes», affirme l'essayiste Susan Sontag. Certaines photos travaillent ainsi notre histoire collective. Celles réalisées par Gilles Caron au sein de l'agence Gamma entre 1966 et 1970 sont de celles-ci. Elles portent témoignage de conflits et soulèvements majeurs de son temps. Pendant la guerre des Six Jours (juin 67) et au Vietnam, au début de sa carrière, son intérêt tourne autour des figures inactives - militaires ou prisonniers - absorbées dans leurs pensées, en train de lire, d'écrire ou de méditer. Pendant la guerre du Biafra (1967-70), il



Une jeune femme au milieu d'une rue déserte en Irlande du Nord. Août 1969. Le hasard au service d'une image iconique du conflit entre Protestants et Catholiques.

Gilles Caron - Fondation Gilles Caron / Clermes

se révèle sensible à la condition des enfants et autres victimes. Lors de Mai 68 et en Irlande du Nord, il se concentre notamment sur certains acteurs emblématiques tels les lanceurs de pavés ou de cocktails Molotov, symboles de la guérilla urbaine.

Son inventivité se manifeste à l'occasion des reportages réalisés dans les combats de rue, où son objectif métamorphose les manifestations en chorégraphies. Au Vietnam, les combats en forme de boucherie sur la colline 875 - Dak To fin 67 le découvre dans le sillage des GIs, où il lui faut bien se relever pour ne pas cadrer que des dos, comme il le souligne lors l'une de ses rares interviews audible dans le film. Durant la guerre des Six Jours, il suit Moshe Dayan et les troupes israéliennes victorieuses. Ceci toujours de manière aléatoire sans connaître la topographie des lieux, comme le reconstitue méticuleusement le documentaire dénué de sémiologie et de didactisme.

De la rébellion des Toubous contre le pouvoir central au Tchad soutenu par la France, le film retient le photographe-réalisateur Raymond Depardon et Gilles Caron négociant leur exfiltration d'un siège mortel côté rebelles. Quant à elle, la bataille du Bogside (Irlande du Nord), en

marge du mouvement pour l'égalité des droits civiques de l'été 69 confrontant Catholiques et Protestants, lui fait suivre intuitivement une jeune femme blonde anonyme sortie furtivement d'une ruelle. Interdite maintenant au milieu des décombres, elle deviendra le symbole féminin de ces émeutes.

Devant la souffrance des autres

Pour le photoreporter, la guerre civile au Biafra est un tournant avec ses un à deux millions de morts. En 1968, cette province sécessionniste du Nigéria voit l'armée dirigée par les Haoussas se livrer à un génocide, exterminant des civils, les affamant, dont des centaines de milliers d'enfants. Parmi les premiers, Caron s'y rend, participant à une prise de conscience de l'indicible tout en voyant ses photos publiées dans les plus grands magazines. Mais cette expérience d'impuissance radicale sur le terrain face à la souffrance et la mort le marquera à jamais. Enfants rachitiques agonisant à terre, père transportant sur son vélo le petit cercueil renfermant possiblement la dépouille de son fils, ses photos ont fait le tour du monde. «Ceux qui sont là ne seront plus», dit sobrement Marina Otero en voix off. Avant de

faire un silence absolu dans la bande-son pour accueillir ces images terribles, renforçant leur rémanence mémorielle.

En juillet 68, une émission d'actualités à l'ORTF dévoile le photojournaliste sans voix. Le photographe est-il une part du conflit dont il fixe l'imagerie ou un témoin?, s'interroge en substance le remarquable documentaire d'Otero. Le photographe britannique Don McCullin retrouve au Biafra Gilles Caron, toujours au plus près des de l'humain démuné. Avec des images à la vérité insoutenable posant la question des limites de la photographie. Le Français s'avouerait-il «accablé par les remords de devoir son succès aux souffrances d'autrui» comme l'Anglais? On peut y songer à la lecture de ses lignes envoyées à son épouse, à la veille de sa disparition sur la route nationale 1 au Cambodge: «Je vasouille complètement. Si je m'écoutais, je reprendrais le premier avion pour Paris. Je ne suis pas fait pour ce métier. Maintenant, c'est la vie de famille». ■

Bertrand Tappolet

Film en salles dès le 4 nov. Expositions à la Galerie Focale-Nyon, jusqu'au 1^{er} novembre et au Château de Nyon jusqu'au 15 nov. Rens.: www.focale.ch. Livre: *Gilles Caron. Scrapbook*, Ed. Lienart, 2012

Du côté de l'asile, une main tendue

LIVRE • Chargé d'informations au CSP-Genève, Aldo Brina nous fait partager son travail quotidien de soutien aux requérant.e.s.

Comment expliquer une vocation? Pour Aldo Brina, tout a débuté en découvrant le livre *Le Journal de Zlata* de Zlata Filipovic (1991), jeune femme bosniaque victime de la guerre dans l'ex-Yougoslavie. C'est le défilé qui en 2006 lui fera pousser pour la première fois la porte du CSP, où il travaille depuis 14 ans comme chargé de communication et de projets.

Par petits chapitres rondement menés et non dénués d'humour, il nous plonge dans le travail collectif d'une équipe comptant des spécialistes du droit d'asile. «Leurs noms sont inconnus du grand public. Pourtant, leur maîtrise du sujet de l'asile est cinq fois supérieure à celle des personnes que vous avez pu entendre dans les médias», précise l'auteur.

Une vraie gageure quand on sait la législation en perpétuel chantier. Et à dessein embuée de «jargon fédéral».

Loin des clichés

La tâche est harassante. Elle est rythmée par les permanences des mardis et jeudi avec des salles pleines à craquer. Le livre nous permet de les vivre de l'intérieur, tout comme les colloques hebdomadaires auxquels participe tout le secteur asile - «des dingues du bout du couloir» - du CSP. A l'occasion de l'un de ces rendez-vous, ces spécialistes décident de médiatiser une affaire, celle du renvoi d'un requérant érythréen en Italie, qui se voit séparé de sa femme et de ses enfants. S'ensuit une campagne du «principal tabloïd romand», avec force photos et pathos, comme le fait parfois la *presse de bou-*

levard. A. pourra finalement légalement revenir en Suisse.

L'ombre de M.

Mais le succès n'est pas toujours de mise. En témoigne une visite sur invitation d'Aldo Brina à la *salle des pas perdus* du Conseil national. Dans ces quelques pages tout en ironie, il fait un portrait au scalpel de certain.e.s élu.e.s confit.e.s dans leur ignorance ou préjugés. Il en ira de même lors d'une rencontre avec un «politicien prodige» genevois. Il serait l'«un des plus jeunes hommes jamais élus à ce poste, salué par tous pour son intelligence, sa connaissance des dossiers, son éloquence». L'homme à l'identité transparente s'avère surtout satisfait du «deal» qu'il a mené avec la Confédération pour la création d'un centre

de renvois au bout du lac. Ceci en échange d'un rabais sur le nombre de réfugiés à intégrer sur le long terme.

D'où ce constat: «Aujourd'hui, deux tendances manquent à un accueil digne des réfugiés. La première, populiste et xénophobe est bien documentée. La seconde dérive est gestionnaire, proposant de construire une autoroute procédurale, moderne et rapide, pour gérer les migrants.»

Déchiffrer lois et recours

Tout ce labeur journalier sisyphéen de décryptage des lois, de recours, de conseils ou d'appui peut induire un sentiment d'impuissance, de frustration ou de résignation. Mais Aldo Brina affiche un solide credo humaniste en plusieurs passages. «La seule

certitude de l'asile, c'est cette main qui se tend, ce geste qui revient jour après jour, situation après situation, qui provient d'une solidarité primaire, pragmatique, profondément humaine, en amont de toute considération idéologique, et de toute réflexion tout court peut-être. Pussions-nous nous y adonner encore et encore, le perpétuer sans nous épuiser, le perpétuer sans trop le rigidifier dans des concepts», écrit-il. Avant d'ajouter. «On pourrait penser que la dignité en jeu dans l'asile n'est que celle des personnes en demande de protection... mais la dignité de la société d'accueil est aussi en question. Notre dignité.» ■

Joël Depommier

Aldo Brina, *Chronique de l'asile*. Labor&Fides. 2020, 135 p.